



## **Mesdames, Messieurs,**

L'assassinat de Samuel Paty par un terroriste islamiste nous a frappé de plein fouet. L'hommage le plus digne que nous puissions lui rendre sera de poursuivre notre travail en faveur des valeurs fondamentales et émancipatrices de notre République. Ces valeurs qui, quand elles sont appliquées, permettent de faire société et non individualisme et communautarisme. Pour le Sgen-CFDT, la liberté d'expression et la laïcité ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel d'une indulgence coupable faisant l'amalgame entre terroristes et pratiquants tolérants ni être interprétées plus ou moins strictement selon la religion considérée.

Le Sgen-CFDT constate que l'expérience du confinement appliquée dans le champ du système éducatif a démontré en creux le rôle incontournable de l'École dans la société, rôle incontournable comme espace de socialisation et d'émancipation pour les élèves. Il faut donc très vite mettre en place des mesures innovantes et augmentées, notamment en faveur de l'Éducation prioritaire et de la mixité sociale à l'École. Il faut également innover pour garantir une formation à tous les élèves et lutter encore plus efficacement contre le décrochage scolaire. Il faut que les collectivités locales se mobilisent pour assurer à tous les élèves l'accès au télé-enseignement ( ordinateurs, imprimantes mais aussi connexions fiables) pendant cette crise sanitaire actuellement et dans les mois à venir, les outils fournis servant ensuite pour de nouvelles pratiques pédagogiques pérennes. C'est à ce prix que l'École pourra répondre aux défis de la réussite scolaire, de la mise en phase avec une orientation choisie et d'une formation tout au long de la vie pour toutes et tous. A propos d'orientation, la carte des formations professionnelles proposée par la Région dans le département, se traduit par de nombreuses réductions de moyens comme dans les LP P Guérin et G Barré sur Niort et ne correspond pas aux besoins ni aux ambitions proclamées. Y répondre par la seule ouverture de formations aux métiers du sécuritaire est un symptôme d'une société future inquiétante. La réforme du lycée empêche aussi, avec l'éclatement des classes, le travail des professeurs principaux pour une orientation éclairée de leurs élèves et cela alourdit les tâches des équipes pédagogiques. Réforme du lycée qui en fonction des établissements s'est mise plus ou moins facilement en place comme le montrent les différentes approches dans les lycées niortais.

L'Éducation est un investissement central pour la Nation, il faut aussi que cet investissement se retranscrive dans les faits pour les personnels qui ont en charge cette mission. Les mesures de revalorisation diverses et homéopathiques présentées

par le Ministre (12€50 pour 70 % des enseignants, des corps comme les AESH complètement oubliés...) constituent une toute petite première marche vers, le Sgen-CFDT l'espère, un véritable rattrapage salarial. Celui-ci ne peut passer que par un véritable plan pluriannuel ambitieux. Il ne doit pas y avoir de contrepartie ou de travail supplémentaire, la revalorisation espérée étant la juste rémunération des missions exercées au quotidien.

Prenons les directions d'école par exemple. Pour le Sgen-CFDT, même si l'effort budgétaire en postes est réel, **cette première étape est insuffisante pour satisfaire une majorité des personnels**. Ainsi, de nombreux directeurs et directrices d'école ne verront pas leur temps de décharge augmenter, le Ministère n'engageant aucun plan pluriannuel, pourtant essentiel dans la perspective de l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous.

Le Sgen-CFDT attend des mesures fortes visant à renforcer l'attractivité des métiers, à reconnaître le travail et les responsabilités augmentées et à lutter contre les inégalités professionnelles.

En cette période de crise, un recrutement de personnels enseignants sur listes complémentaires pour compenser les difficultés liées à l'épidémie aurait été plus ambitieux que la solution minimaliste du recours aux contractuels notamment dans le 1er degré. Si dans le département qui n'a pas profité des mesures COVID en terme de postes, on avait maintenu le nombre de postes de remplaçants et de PDMQDC, la crise aurait pu être plus facilement supportée et les élèves avoir de meilleures conditions d'apprentissage. Il n'est pas prévu de remplacements pour les AESH exposés en 1ère ligne par la proximité avec les élèves suivis. La surcharge de travail des AED est trop souvent compensée par le seul recours aux services civiques. Au niveau de la maintenance des locaux, il y a trop de disparités entre les communes ou communautés de communes dans les moyens humains supplémentaires pour assurer le respect du protocole sanitaire. Dans les collèges, il y a certes un 1/2 poste en plus mais des difficultés de recrutements à cause des horaires et de la quotité de travail incomplète. On peut s'interroger aussi sur la pertinence de mettre les mêmes moyens partout quelle que soit la taille de l'établissement alors que le département voisin de Charente Maritime a su moduler. Se pose aussi la question de la durée et du renouvellement de ces contrats enseignants ou agents quand de plus en plus de spécialistes évoquent une 3ème vague pour début 2021.

Pour le Sgen-CFDT

Bernard MARTIN